

Communiqué de presse du Caucus interparlementaire européen sur la Birmanie (European Parliamentary Caucus on Burma - EPCB) – 30 août 2011

### **L'union européenne doit soutenir la mise en place d'une commission d'enquête**

Le Caucus interparlementaire européen sur la Birmanie (European Parliamentary Caucus on Burma - EPCB) appelle l'Union européenne à soutenir officiellement l'établissement d'une commission d'enquête de l'ONU sur les crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis en Birmanie, et à inclure une telle recommandation dans la résolution 2011 de l'Assemblée générale de l'ONU sur la Birmanie. L'Union Européenne (UE) est comme chaque année en charge de la rédaction de cette résolution .

La création d'une telle enquête a été recommandée par le Rapporteur spécial des Nations unies sur la Birmanie en mars 2010. Le Caucus interparlementaire européen sur la Birmanie est vivement préoccupé par l'échec de l'UE à soutenir et à mettre en place cette recommandation, malgré l'augmentation apparente des violations des droits de l'homme en Birmanie.

Pendant des décennies, le régime birman a agi en toute impunité, commettant des violations flagrantes du droit international. Les abus commis comprennent des attaques militaires contre des civils, des détentions arbitraires, des actes de torture, des viols et viols collectifs, dont des viols d'enfants, le travail forcé, des déplacements forcés, le déni d'aide humanitaire, et bien d'autres crimes abominables.

Comme en témoignent les vingt dernières résolutions de l'Assemblée générale, l'ONU est parfaitement consciente que de telles actions ont bien lieu, mais jusqu'à présent, aucune mesure concrète n'a été prise pour y mettre un terme.

Le Caucus interparlementaire européen sur la Birmanie craint que l'échec persistant de l'Union européenne à soutenir une enquête de l'ONU n'encourage le régime à continuer de croire qu'il peut agir en toute impunité.

Le Caucus interparlementaire européen sur la Birmanie rappelle aux gouvernements européens qu'ils ont été à maintes reprises trompés par le régime birman. Les promesses de réforme n'ont jamais été tenues. Les promesses faites aux diplomates en visite sont toujours en contradiction avec les actions menées.

Comme le récent printemps arabe devrait nous l'avoir appris, lorsqu'il s'agit de dictatures violentes, les politiques d'apaisement et de réformes à travers la persuasion douce ne fonctionnent pas. L'Union européenne doit prendre position de manière ferme, unie et éthique en faveur des droits de l'homme et de la démocratisation en Birmanie.